

phe a dit qu'il y a toujours «une crise quelconque». J'imagine que l'honorable député est parmi ceux qui vont de crise en crise.

• (3.40 p.m.)

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur l'Orateur, quand le ministre du Travail (M. Nicholson), de qui relève la politique du logement au Canada a parlé jeudi dernier, il a essayé de convaincre la Chambre et les Canadiens qu'il n'y avait vraiment pas de crise du logement, qu'il ne s'agissait en somme que d'une crise sectarielle. Il a parlé de Toronto à maintes reprises, disant que dans l'ensemble, les choses n'allaient pas si mal. Son secrétaire parlementaire, prenant la parole il y a quelques jours, nous a dit avec force détails qu'il était facile de trouver une maison à Montréal. Je suis sûr que le ministre du Travail, son secrétaire parlementaire et peut-être le député d'Antigonish-Guysborough (M. Stewart) sont les seuls au Canada à croire vraiment ou à dire qu'il n'y a pas de véritable crise du logement à l'heure actuelle.

Si le ministre du Travail estime que notre attitude est partisane, je lui conseillerais, à lui et aux autres membres du gouvernement, de lire ce que disent les journaux canadiens et d'examiner attentivement ce que disent les journaux libéraux du Canada. Examinons le *Star*, de Toronto. Ce n'est un secret pour personne que ce journal prend ouvertement fait et cause pour le parti libéral et le gouvernement libéral. Dans un éditorial publié le jeudi 28 septembre et intitulé «Plus de maisons, mais qui a les moyens d'en acheter une», il est question de la politique du gouvernement et du ministre du Travail. Je suis heureux de ne pas en être l'auteur parce que les mots employés me semblent plutôt anti-parlementaires. Voici ce passage:

L'annonce du taux d'intérêt, qui ne se rattache en rien au pouvoir d'achat des gens ordinaires, prouve encore une fois que le ministre du Travail, John R. Nicholson, est absolument incapable de s'occuper de la politique fédérale du logement.

Je ne peux qu'approuver.

Hier, parlant au nom de notre parti au sujet de l'amendement proposé par l'opposition officielle, mon collègue le député de Vancouver-Kingsway (M^{me} MacInnis) a déclaré que nous approuverions l'amendement, que nous ne pouvions faire autrement. Pourtant, je tiens à dire au député d'Esquimalt-Saanich (M. Chatterton) qui a proposé

[M. Stewart.]

l'amendement que nous allons voter pour la motion en raison de ce qu'elle renferme, et non à cause du discours du député.

Je voudrais dire quelques mots très brefs au sujet de la principale critique qu'il a faite contre le gouvernement et qu'ont reprise aujourd'hui, dans leurs questions, le député de Kamloops (M. Fulton) et le représentant d'Edmonton (M. Lambert). Leur principale critique, c'est que si nous avons une crise du logement, si le taux d'intérêt sur les hypothèques immobilières a dû être majoré, la semaine dernière, s'il n'y a pas d'argent pour l'habitation, c'est que les dépenses du gouvernement ont trop monté. Le Conseil économique l'aurait déclaré, mais je nie qu'il l'ait fait. Je voudrais cependant dire aux membres de l'opposition officielle—et je souhaiterais que le nouveau chef du parti conservateur, M. Stanfield, use de son influence sur les membres de son parti à la Chambre pour les engager à être honnêtes et logiques—que si les dépenses du gouvernement sont la cause de nos difficultés en matière d'habitation, il ne suffit pas, alors, de considérer les seules dépenses du gouvernement fédéral, mais aussi celles de tous les gouvernements.

Le député d'Antigonish-Guysborough, qui vient de parler, a mentionné l'augmentation considérable des impôt municipaux. Je n'ai pas l'intention de traiter de ce sujet aujourd'hui, car cela prendrait trop de temps, mais j'aimerais dire que j'ai pris la peine hier soir de comparer les dépenses fédérales croissantes et la hausse des dépenses des gouvernements provinciaux. J'ai trouvé les chiffres très intéressants, et je recommande aux membres de l'opposition officielle de les étudier.

En 1958, le gouvernement du Canada a dépensé 5.17 milliards de dollars. Dix ans plus tard, le budget du gouvernement fédéral montre que nos dépenses s'élèvent à 9 milliards et demi, presque le double. En 1957, la province de Nouvelle-Écosse, dont le premier ministre était alors le chef actuel du parti conservateur, avait un budget de 58 millions et demi. En 1967, elle avait un budget de 154 millions de dollars, soit une augmentation de presque 300 p. 100. Je ne critique pas cela; je sais combien la Nouvelle-Écosse a besoin d'améliorer ses routes, ses écoles et ses hôpitaux. Toutefois, j'aimerais signaler aux membres de l'opposition que si le gouvernement fédéral doit économiser afin de construire les maisons dont on a besoin, la Nouvelle-Écosse devrait suivre cet exemple.